



LE GENRE ET L'EDUCATION À LA CULTURE DE LA PAIX EN AFRIQUE CENTRALE

Commission Economique pour l'Afrique
Septembre 2013



DANS CE DOCUMENT

- Contexte
- Rôle des femmes dans le maintien de la paix et de la cohésion sociale en Afrique centrale
- Entraves à la participation des femmes dans la consolidation de la paix
- Exemples de bonnes pratiques en matière d'éducation à la culture de la paix
- Recommandations pour renforcer les capacités des femmes et des hommes en matière de construction de la paix et de prévention, de gestion et de résolution des conflits.

A Sake, au Nord-Kivu en République démocratique du Congo (RDC), les femmes s'engagent dans le processus de paix et de développement de ce pays.

Photo: UNHCR / S. Schulman

CONTEXTE

Les situations de conflits armés et les périodes de reconstruction post-conflit en Afrique centrale posent des défis particuliers à l'avancement de l'égalité des genres et à la protection des droits des femmes. L'exclusion et la discrimination de ces dernières du pouvoir et dans la redistribution des ressources et des revenus ont été considérées comme des éléments qui entretiennent la persistance d'une culture de violence. Pour parvenir à une véritable culture de paix durable il est important d'associer les femmes aux systèmes de prévention et d'anticipation des crises.

Affirmation du rôle clé des femmes pour la promotion de la culture de la paix par la Déclaration de l'UNESCO à Zanzibar en 1999

Cette déclaration fait un appel aux gouvernements africains, à l'Union Africaine (UA), aux autres organes et organismes régionaux et sous-régionaux, y compris le système des Nations Unies, pour qu'ils prennent d'urgence des mesures efficaces pour faire en sorte que les femmes soient effectivement représentées de manière équitable dans les processus de décision, concernant en particulier la prévention, la gestion et la résolution des conflits ainsi que les négociations de paix.

Les femmes doivent participer activement aux initiatives qui promeuvent une culture de paix.

Photo: UNAMID/Albert Gonzalez





L'an 2000: Le Conseil de sécurité des Nations Unies reconnaît l'apport des femmes dans la prévention et la résolution des conflits

La Résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité est adoptée. Cette résolution a élargi le champ d'application de la Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Elle affirme l'importance de la femme dans la consolidation de la paix et invite les États membres à assurer une représentation accrue des femmes à tous les niveaux du processus décisionnel dans les institutions nationales, régionales et internationales et dans les mécanismes de prévention, gestion et résolution des conflits.

De plus le Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique et le cadre politique de reconstruction et de développement post-conflit de l'Union africaine sont d'importants instruments régionaux destinés à donner effet à la participation des femmes dans la consolidation de la paix. Enfin, au niveau sous-régional la 11^{ème} Conférence des chefs d'Etats et de Gouvernement de la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) tenue du 26 au 27 janvier 2004 à Brazzaville (Congo), a fait une déclaration sur l'égalité entre les hommes et les femmes. Cette déclaration affirme la nécessaire prise en compte des besoins et des préoccupations des femmes et des hommes dans les politiques et programmes de la Communauté pour l'édification d'une société de paix, de sécurité et de stabilité.

Réunion du Conseil de Sécurité qui a adopté la Résolution 1325 de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité. Photo: UN / unmultimedia.org

Malgré tous ces efforts, beaucoup reste à faire pour la participation des femmes dans la consolidation de la paix, notamment en Afrique centrale. L'établissement d'une culture de la paix exige la mobilisation de toutes les forces vives et positives de la société (femmes et hommes) puisqu'il n'y a pas de développement sans paix et aucune paix ne peut être durable si elle n'est pas soutenue par le concours des femmes et des hommes.



*Les femmes de l'ONG - CAFCO
en session, étudient les clauses
de la Résolution 1325*



Rôle des femmes dans le maintien de la paix et de la cohésion sociale

Comme le préconise la Déclaration de Zanzibar de 1999, les femmes jouent un rôle clé pour la promotion de la culture de la paix. Le besoin de préserver les traditions, la littérature orale et les langues africaines qui sont la source de nombre de pratiques sociales contribuent à la cohésion et à la stabilité des sociétés. Le rôle des femmes, en tant qu'éducatrices dans la famille et dans la société a été souligné, y compris la fonction des rites d'initiation qui permettent, entre autres, de créer des liens de solidarité solides et permanents pour toute une génération de jeunes filles. Des femmes africaines ont joué un rôle de premier plan dans l'histoire des indépendances africaines, et des collectifs de femmes continuent de lutter pour leurs droits fondamentaux et pour la préservation de la paix à travers des actions de médiation.

La chanteuse camerounaise Sally Nyolo excelle dans l'art du conte musical.

Les femmes jouent un rôle de premier plan dans la lutte contre la pauvreté, dans les échanges économiques et dans la prévention des conflits. Elles sont plus que nécessaires pour la promotion du dialogue intergénérationnel et dans l'éducation à la citoyenneté des nouvelles générations.

Les femmes sont aussi très présentes dans les mécanismes informels en marge des pourparlers de paix. Dans les pourparlers de paix de Sun City d'avril 2002, les femmes de la société civile de la RDC s'étaient réunies pour faire le plaidoyer du dialogue inter-congolais et forcer les participants à parvenir à un accord. Dans la région du Nord-Kivu, les femmes de tous horizons ont organisé différentes actions pour la paix; elles ont créé et continuent d'animer des groupes de pression, organisent des manifestations pour la paix, rédigent des pétitions, etc. Elles assurent également la promotion de la paix à travers de nombreuses associations.

Des femmes congolaises se réjouissent de la signature de l'accord de paix à Goma en 2008

UN Photo/Marie Frechon





Entraves à la participation des femmes dans la consolidation de la paix

L'exclusion des femmes du pouvoir et leur discrimination dans la redistribution des ressources et des revenus ont été considérées comme deux des signes d'une mauvaise gouvernance, de la prévalence d'inégalités sociales et de la persistance d'une culture de violence.

Il est important de nommer ou d'élire des femmes de qualité pour exercer les plus hautes fonctions publiques.

En RDC les femmes ont payé le coût plus élevé du conflit ; elles ont été les plus touchées comme réfugiées, personnes déplacées internes, esclaves sexuelles des belligérants; elles ont été victimes de violences sexuelles, de l'exploitation sexuelle, de grossesses non désirées suite à des viols et sont plus exposées à l'infection par le VIH/sida. Toutefois, sur le terrain, la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies peine à se matérialiser afin de contribuer à l'égalité des sexes dans les processus de paix, de reconstruction et de réhabilitation post-conflit en RDC. Les femmes sont encore exclues ou marginalisées dans le processus de paix malgré l'adoption de la résolution 1325. Par exemple, dans les différents pourparlers de paix et accords signés entre les belligérants en RDC, les femmes ont été marginalisées. C'est le cas, par exemple, de l'Accord de paix de Gaborone en 2001 (seulement 6 femmes contre 68 hommes), l'Accord de paix de Sun City, en 2002 (47 femmes contre 360 hommes) l'Accord de Nairobi de 2007 (52 femmes contre 320 hommes).

Une déplacée interne de la RDC trouve refuge prêt d'une base militaire onusienne à Masisi (2008).

Photo: MONUC / Marie Frechon





De plus les femmes originaires des pays d'Afrique Centrale en situation de post-conflits continuent de faire face à défis sur plusieurs plans :

- **POLITIQUE** : elles sont peu représentées au niveau décisionnel ;
- **SOCIAL** : la féminisation de la pauvreté s'accroît et l'analphabétisme est encore élevé ;
- **JURIDIQUE** : la promotion de l'égalité entre les sexes bien qu'elle existe au niveau légal est faiblement mise en œuvre.

Cette mère de famille a été déplacée plusieurs fois dans l'Est trouble de la RDC

Photo: UNHCR / S. Schulman

Exemples de bonnes pratiques en matière d'éducation à la culture de la paix

De nombreuses expériences d'éducation à la paix, à la non-violence et à la résolution des conflits ont vu le jour en Afrique.

Des projets mis en œuvre dans le cadre du programme culture de la paix, par le Bureau de l'UNESCO de Yaoundé et la Fondation Félix Houphouët Boigny de la Côte d'Ivoire sont des expériences qui ont donné des résultats positifs, notamment dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la communication. Parmi ces actions, il faut noter celles utilisant la culture africaine (la musique, les contes, les proverbes, les langues) pour créer des concerts grand public et des ateliers de production théâtrale avec la participation des radios communautaires (République centrafricaine).

Le lancement, par l'UNESCO, d'une radio communautaire à Bakassi au Cameroun.

Photo: UNESCO Cameroon





De nombreuses organisations féminines en RDC sont impliquées dans l'éducation à la culture de la paix à travers une participation plus accrue et plus efficace des femmes dans le développement économique social et politique. On peut citer parmi elles le Cadre Permanent de Concertation de la Femme Congolaise (CAFCO) et la Fédération de Femmes pour la Paix et le Développement (FEPADE). La mission du CAFCO consiste faire pression pour la participation des femmes dans les processus de paix en RDC, à intégrer la dimension genre dans les processus décisionnels, à plaider en faveur d'une augmentation de la représentation des femmes dans les instances décisionnelles, à sensibiliser et à mobiliser les femmes à participer au processus électoral, d'aider à éradiquer la prévalence de la violence sexuelle et de réduire la propagation du VIH/sida.

Le personnel de CAFCO au travail

Photo: CAFCO

Quant à la FEPADE sa mission vise à éduquer les hommes et les femmes sur l'importance de la paix, en leur donnant les compétences nécessaires pour résoudre pacifiquement leurs différends et aider à la réconciliation entre communautés. La FEPADE intervient dans de nombreux domaines tels que:

- L'assistance juridique, médicale et psycho sociale de femmes victimes de violences ;
- La paix et la réconciliation à la culture de la non violence ;
- La scolarisation et l'encadrement des enfants orphelins de guerre ;
- La formation technico professionnelle de femmes et d'enfants désœuvrés
- Le lobbying pour l'émancipation et la promotion des droits de la femme et de l'enfant.

Séminaire de formation organisé par la FEPADE sur le processus de guérison suite aux traumatismes de guerre

Photo: UN / unmultimedia.org





La FEPADE a réalisé de nombreux projet tels que :

- L'octroi de microcrédits rotatifs à des femmes victimes de violence
- La création de deux polycliniques médicales afin de dispenser des soins médicaux gratuits aux victimes de violences sexuelles
- La scolarisation d'enfants orphelins de guerre
- L'organisation de compétitions sportives de la jeunesse en faveur de la paix et de la cohabitation
- La distribution de semences aux agriculteurs

*La FEPADE a mise en place deux centres **de santé afin de fournir des soins médicaux gratuits** aux victimes de violence sexuelle, aux nécessiteux et à la communauté en général*

Photo: FEPADE

Les radios communautaires en RDC jouent un rôle clé dans la stabilisation et la prévention des conflits grâce à la diffusion de plusieurs émissions hebdomadaires sur la paix. Elles servent de forum de rencontres et de dialogue interreligieux et interethnique. C'est le cas de radio Okapi, fruit d'un partenariat entre la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (Monusco) et la Fondation Hironnelle. Radio Okapi compte plusieurs millions d'auditeurs à travers la RDC. Ses audiences se construisent autour de rendez-vous réguliers comme le « Dialogue entre Congolais » contribuant ainsi à la reconstruction, au maintien de la paix et à l'édification d'une société citoyenne.

Une autre expérience concerne les systèmes traditionnels de prévention et de résolution des conflits, qui ont donné des résultats probants comme ceux des tribunaux traditionnels au Rwanda (Gacaca), des comités locaux de médiateurs au Kenya (Bunsi), du conseil de sages en Somalie (Burti) et des structures de résolution de conflits au niveau familial en Ethiopie (Chicha).

*L'animation en directe à Radio Okapi,
station communautaire*

Photo: Radio Okapi





Les périodes électorales qui sont souvent synonymes de tension dans certains pays africains ont parfois donné lieu à des initiatives favorables à la paix. Ainsi lors des élections présidentielles de 2012 au Sénégal, une salle de veille (Situation Room) a été créée, réunissant des statisticiens, des juristes, des sociologues et des femmes leaders communautaires. Cette équipe technique a pu récolter et analyser, au fur et à mesure du processus électoral, des données transmises par des équipes déployées à travers le pays afin d'éviter l'éclatement de conflits.

La formation des hommes et des femmes est également un élément important dans l'éducation à la culture de la paix. Il a ainsi été créé, à l'Université de Dakar au Sénégal, un Master à orientation professionnelle en genre et consolidation de la paix. Cette initiative a été engagée par l'ONG Internationale Femmes Africa solidarité (FAS) pour répondre à la question de la capacité à prendre en compte la dimension genre dans les opérations de paix en Afrique.

Le renforcement des capacités des femmes est essentiel pour une culture de la paix

Recommandations pour renforcer les capacités des femmes et des hommes en matière de construction de la paix et de prévention, de gestion et de résolution des conflits en Afrique centrale

La participation des hommes et des femmes à la résolution des conflits et à l'instauration d'une culture de la paix en Afrique centrale est une condition nécessaire pour le développement économique et la cohésion sociale. Toutefois, force est de constater que les femmes sont encore marginalisées dans les initiatives de paix et leur capacité à promouvoir une culture de paix est largement sous-estimée. Ceci est d'autant plus paradoxal que les femmes sont les premières victimes des conflits et que des cadres juridiques affirmant l'importance de ces dernières dans la consolidation de la paix existent.

Des policières qui se joignent à une mission de paix conjointe Union Africaine-Nations Unies

Photo: UN / Albert Gonzalez Farran





Beaucoup d'efforts doivent être faits afin d'intégrer efficacement la dimension genre dans les processus de paix et de construire une paix durable à travers une approche pluridisciplinaire, et participative. Cela passe notamment par les mesures suivantes :

- Veiller à la mise en œuvre effective des instruments juridiques internationaux relatifs à la participation des femmes dans la consolidation de la paix (CEDAW, Résolution 1325 etc.)
- Encourager la participation active des femmes dans la vie politique de leur pays (en imposant des quotas de représentation minimum pour des femmes aux postes de membre des gouvernements, dans les parlements, dans la gestion de mairies etc).
- Encourager la participation des femmes au règlement des conflits et tenir compte de la dimension genre dans l'ensemble des analyses, politiques et programmes conçus pour venir à bout des conflits et instaurer la paix;

«Je me souviens de cet homme qui nous disait : Votre place est dans la cuisine et dans le lit, alors retournez à votre cuisine et votre lit. Nous nous sentions très frustrées en ce temps là mais je souhaiterais qu'il soit encore vivant pour voir où nous en sommes aujourd'hui. » - Catherine Mabobori – Député burundaise. Elle a joué un rôle important dans les pourparlers de paix d'Arusha sur le Burundi de 1998 à 2000.

Photo: UNIFEM Video/ 2009

- Susciter la participation effective et déterminante des acteurs politiques, civils, religieux, coutumiers et les leaders féminines au processus de paix
- Promouvoir la cohabitation pacifique, la culture de la paix et de la tolérance entre communautés;
- Renforcer la capacité de réconciliation, de négociation et de médiation des organisations féminines et accroître leur participation au processus de décision aux instances de l'État;
- Renforcer le rôle des femmes en tant que médiatrices et mettre sur pied des missions de paix conduites par des femmes dans les sociétés dévastées par les guerres et les conflits ethniques et communautaires;
- Renforcer les capacités des femmes réfugiées et déplacées à participer aux négociations de paix et à la résolution des conflits.
- Renforcer le rôle que la femme joue dans la société, lutter contre les violences qu'elle subit, lui reconnaître le rôle d'acteur économique producteur de richesse et aider à son autonomisation par des formations appropriées.

Rose Francine Rogombé, Présidente du Sénat du Gabon. Elle a démontré que les femmes, en Afrique centrale, et ailleurs, peuvent bien diriger leurs pays. Elle l'a fait quand elle fut Chef d'Etat de transition de son pays après le décès du Président Omar Bongo Ondimba en juin 2009. Elle a organisé, avec succès, l'élection présidentielle remportée par Ali Bongo Ondimba.



UNITE

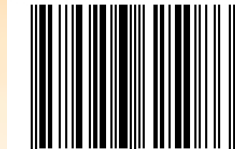
endviolence.un.org

UNITE
TOUS
UNIS
COOBYIA

UNITE
END
VIOLENCE
AGAINST
WOMEN

to **END**
VIOLENCE
AGAINST
WOMEN

ISBN



9 789956 625086 >

www.uneca.org/sro-ca